

# De quelle histoire

## Le 'féminisme matérialiste' (français) est-il le nom<sup>1</sup> ?

Maira Abreu

Les années 1960 et 1970 ont constitué un moment particulièrement fructueux pour la pensée marxiste où se sont ouvertes de nouvelles voies à la suite de l'effondrement du stalinisme dans les années 1950. La période a également été marquée par les mouvements de libération nationale et l'émergence de nouveaux sujets politiques. Un tel contexte a favorisé l'éveil de nouvelles théories autour de plusieurs phénomènes ou auteurs qui avaient été passés sous silence par l'orthodoxie marxiste-léniniste. On s'intéresse alors à la nature du régime soviétique, aux problèmes de la transition vers le socialisme des pays dits du « tiers-monde ». De nouveaux thèmes élargissent le champ de la réflexion : la réalité des sociétés dites « primitives », la culture, les femmes, la question raciale, autant de perspectives nouvelles qui vont remettre en cause un certain type de marxisme.

Dans ce contexte, de nombreuses femmes ont commencé, à partir des années 1960, à interroger la façon dont la gauche avait thématé jusqu'alors la « question des femmes ». De larges secteurs du mouvement féministe de la deuxième vague ont recours au marxisme, de façon plus ou moins orthodoxe, pour développer de nouvelles théorisations. Pour nombre de féministes, il s'agit de « cesser d'accepter d'être un post-scriptum de Marx ou de Mao Tsé-toung » (Quelques militantes 1970a, 6), de refuser de simplement « utiliser les vieilles analyses gauchistes et y coller des bouts de féminisme avec du scotch » (Documents 1978, 93). Il fallait élaborer de nouvelles approches théoriques capables de rendre compte de l'oppression des femmes sur de nouvelles bases. La perspective féministe matérialiste, qui constitue un des courants théoriques majeurs de la pensée féministe en France, est l'une d'entre elles.

Fondé sur une analyse des rapports sociaux, le féminisme matérialiste a formulé ou affiné des concepts tels que *classe des femmes*, *sexage*, *patriarcat*, concepts auxquels sont associés les travaux de Nicole-Claude Mathieu, Christine Delphy, Colette Guillaumin, Monique Wittig et Paola Tabet ainsi que la revue *Questions féministes* (1977-1980)<sup>2</sup>. Mon premier objectif ici est de replacer les idées élaborées à partir de ce cadre conceptuel dans le contexte plus large qui les a fait naître et leur a donné sens<sup>3</sup>. Je reviendrai sur l'histoire de cette réflexion en étudiant un moment précis et particulièrement riche pour le féminisme : les années 1970.

---

<sup>1</sup> Ce texte a bénéficié des relectures attentives d'Isabelle Clair et de Maxime Cervulle. Les nombreux échanges et riches discussions avec Nehara Feldman, Sophie Noyé, Malek Bouyahia et Letticia Leite ont beaucoup apporté à ce texte ; je les remercie pour tout. Merci aussi pour les relectures de Cornelia Möser et Sylvie Bastien.

<sup>2</sup> Pour des définitions récentes du « féminisme matérialiste » voir : Pfefferkorn 2007 et 2012, Bereni *et al.* 2012 (1<sup>ère</sup> édition 2008), Curiel et Falquet 2005.

<sup>3</sup> Pour une présentation de plusieurs approches allant dans ce sens voir Skornicki et Tournadre 2015.



Un deuxième objectif est d'interroger les fondements de la construction de ce que l'on tend aujourd'hui à décrire comme un « courant ». Comment s'est faite, et sur quelle base, la rencontre de personnes ayant des « préoccupations » communes et un lexique partagé ? À partir de quel moment, et en opposition à quelles approches, ces auteures se sont-elles identifiées comme faisant partie d'un courant et en quels termes ? Je soutiendrai que l'idée d'un « féminisme matérialiste » comme courant de pensée structuré et avec les contours qu'on lui connaît aujourd'hui est, en large mesure, une *construction rétrospective*, constituée surtout à partir des années 1990 en réaction à l'émergence d'un féminisme dit « postmoderne ». Cette labellisation tardive apparaît dès lors comme un enjeu actuel du féminisme plutôt que comme une description des débats des années 1970.

Une partie importante des réflexions élaborées par le féminisme des années 1970 a pris la forme de tracts, de pamphlets et/ou de textes publiés dans des revues militantes. Pour le travail d'historicisation que je propose ici, ces documents constituent des sources fondamentales pour établir les cadres sociaux dans lesquels cette théorie a été produite. J'ai également réalisé des entretiens<sup>4</sup> qui m'ont permis de repérer les sociabilités intellectuelles, les moments de rencontre ainsi que divers éléments dont il ne reste aujourd'hui que de rares traces écrites.

Dans une première partie, je présenterai ce qui a été proposé par Delphy en 1970 comme une « analyse matérialiste de l'oppression des femmes », tout en faisant mention d'autres analyses proches de la proposition de Delphy. J'en donnerai rapidement les principaux arguments ainsi que certains éléments permettant de comprendre le cadre historique et théorique dans lequel ces analyses ont émergé.

Dans un deuxième temps, j'évoquerai les espaces de rencontre et de discussion plus universitaires où se sont retrouvées une partie des féministes qui ont fondé la revue *Questions féministes*, puis la création de la revue et son projet politique. Quels sont les enjeux de la dénomination des théorisations féministes ? Comment s'est construite une tradition « féministe matérialiste » ? La conclusion tâchera de répondre brièvement à ces interrogations.

## **L'apparition d'une « analyse matérialiste de l'oppression des femmes » : cartographie et positionnements**

### **L'émergence d'un matérialisme féministe en rupture avec un certain marxisme**

En 1970, sous le pseudonyme de Christine Dupont, Christine Delphy<sup>5</sup> publie « L'ennemi principal » dans un numéro spécial de la revue *Partisans* intitulé « Libération des femmes, année zéro ». Dans ce texte, dont la

---

<sup>4</sup> Capitan, Delphy, Guillaumin, Lesseps et Liliane Kandel ont fourni des témoignages recueillis dans le cadre de ma thèse en cours sur le féminisme matérialiste en France, sous la direction d'Elsa Dorlin, à l'Université Paris 8 ; certains d'entre eux seront utilisés dans cet article.

<sup>5</sup> Delphy est entrée au CNRS, en tant qu'attachée de recherche, en 1970, au Centre d'Ethnologie Française. Auparavant, entre 1966 et 1970, elle était collaboratrice technique au Groupe de Sociologie Rurale. Elle devient, en 1978, chargée de recherche attachée au sein du Groupe de Recherches Sociologiques (Université de Paris X- Nanterre) et, entre 1982 et 1986, au sein du Groupe d'études des rôles des sexes, de la famille et du développement humain. Son militantisme féministe a commencé au sein du FMA (Féminin, Masculin, Avenir) en 1968 et elle a participé au Mouvement de Libération des Femmes dès le début et militant au sein du groupe Gouines Rouges. Sur la relation entre son parcours universitaire et son militantisme féministe, je me limite ici à reprendre les mots de Delphy elle-même, datant de 1981, dans un texte concernant le concept de patriarcat : « Ce n'est pas un hasard si à aucun moment je n'ai parlé ni de ma spécialité professionnelle, ni de l'Université, à propos du concept de patriarcat : c'est que l'Université n'a joué *aucun* rôle dans la création de ce concept, ou d'ailleurs d'aucun autre concept politique, de même qu'elle n'a joué aucun rôle dans l'émergence du mouvement social, le

publication est considérée comme un moment-clé des premières réflexions féministes des années 1970, Delphy propose une « analyse matérialiste de l'oppression des femmes » (Dupont 1970, 158), qui consiste à « appréhender l'oppression des femmes à partir de sa base matérielle ». Il s'agit de prendre en compte les rapports spécifiques qui lient les femmes à la production : l'appropriation et l'exploitation du travail des femmes dans le cadre du mariage déterminent une forme d'oppression commune à toutes les femmes. Cette exploitation fonde un mode de production distinct du mode de production capitaliste : le mode de production domestique ou patriarcal.

Promouvoir une analyse matérialiste constitue, pour Delphy, une « nécessité objective du mouvement » (Dupont 1970, 158). Selon elle, une telle perspective, surgie simultanément en différents lieux et en différents pays, est adoptée par des féministes, sans lien entre elles, comme Margaret Benston, Isabel Largaia<sup>6</sup>, Susie Olah (des textes écrits par les deux premières ont été publiés dans le même numéro de *Partisans*). Delphy cite également un article paru dans *L'Idiot International* en mai 1970 et « un manifeste inédit du groupe F.M.A » (*Ibid.*) - Féminisme, Marxisme, Action<sup>7</sup>. Toujours selon Delphy, tous ces articles « tentent d'appréhender l'oppression des femmes à partir de sa base matérielle » ; l'analyse y est centrée sur « leur participation spécifique à la production », constituant en cela « l'embryon d'une analyse féministe radicale fondée sur les principes marxistes » (*Ibid.*, 158).

« The Political Economy of Women's Liberation »<sup>8</sup> de Margaret Benston<sup>9</sup> est d'abord publié en septembre 1969 dans la revue étatsunienne *Monthly Review*. Lors de sa parution dans *Partisans*, l'article est présenté comme proposant « une analyse marxiste en termes d'exploitation économique », une approche « de plus en plus fréquente chez les féministes » (Quelques militantes 1970a, 8). Pour Benston, les analyses qui reconnaissent le statut inférieur des femmes se réfèrent souvent à « la psychologie des relations entre les personnes, au rôle du mariage en tant qu'institution sociale » (Benston 1970, 23). Or, selon l'auteure, pour définir les femmes, il faut partir du travail qui leur est assigné (*Ibid.*, 25). Ce qui la conduit à affirmer que les racines du « statut inférieur » des femmes se trouvent dans l'économie, autrement dit « le statut des femmes a un fondement matériel : nous ne sommes pas seulement l'objet d'une discrimination, nous sommes exploitées » (*Ibid.*, 30).

Dans le contexte français, la tentative de promouvoir une analyse matérialiste, sans nécessairement utiliser ce nom, était en effet déjà embryonnaire dans un petit groupe qui existait depuis 1967, le FMA (Féminin, Masculin, Avenir)<sup>10</sup>. Ce groupe se radicalise à partir de 1968, change de nom et devient « Féminisme, Marxisme, Action ». Delphy faisait elle-même partie de ce groupe aux côtés d'Emmanuèle de Lesseps, d'Anne Zelensky<sup>11</sup>, et de Jacqueline Feldman notamment. Les textes qu'il a produits<sup>12</sup> révèlent l'importance que le groupe donnait au marxisme et à l'approche anti-naturaliste. Dans le « manifeste » cité par Delphy, il est dit

---

féminisme, qui a élaboré les analyses et les concepts dont nous parlons » (Delphy 1981, 66).

<sup>6</sup> Féministe d'origine argentine. Selon le récit d'Anne Zelensky, c'est cette dernière qui a rapporté un texte de l'auteure suite à un voyage à Cuba (cf. Pisan, Tristan 1977, 54).

<sup>7</sup> La référence qu'elle fait au FMA n'apparaît plus dans la version du texte publiée dans *L'Ennemi principal* (Delphy 2009).

<sup>8</sup> Colette Guillaumin soulignait, dans les années 1990, l'importance de ce texte, considéré comme « l'un des articles fondateurs du courant des analyses matérialistes des structures socio-sexuelles » (Guillaumin 1993, 35).

<sup>9</sup> Margaret Benston (1937-1991) était une militante féministe canadienne. Chimiste, elle a enseigné à l'université Simon Fraser (Canada) où elle a été l'une des fondatrices du programme de *women's studies*.

<sup>10</sup> Pour plus d'informations voir : Chaperon 1995, 2000 ; Zancarini-Fournel 2002.

<sup>11</sup> Pour des récits sur ces événements voir : Feldman 2009 ; Pisan, Tristan 1977.

<sup>12</sup> Fonds Anne Zelensky. Bibliothèque Marguerite Durand.

que « la situation spécifique des sexes est définie par les rapports de production de la société, et non par des données “naturelles”, telles que le rôle particulier joué par la femme dans l’enfantement »<sup>13</sup>.

« Combat pour la libération de la femme », est publié par *L’Idiot International* en mai 1970 et signé par Monique Wittig, Gilles Wittig, Marcia Rothenburg et Margaret Stephenson<sup>14</sup>. Selon Wittig<sup>15</sup>, c’est elle-même qui a préparé la base de ce texte : « je relis fiévreusement *L’origine de la famille*, je relis autant de Marx que je peux, je me fabrique ma petite théorie féministe et marxiste » (Wittig 2008, 67). Ce texte utilise différentes analogies pour désigner les femmes : « peuple colonisé dans le peuple », « serves de l’histoire » ou « classe la plus anciennement opprimée ». Il est centré sur la question du travail domestique. La fonction économique de la « servitude » des femmes au sein de la famille est soulignée et le texte propose d’analyser « nos rapports avec les moyens de production et le système qui nous contrôle » (Wittig 2008 [1970], 35). Cette fonction économique des femmes, « soigneusement dissimulé[e] », est vue comme faisant la force de ces dernières et comme un élément permettant de menacer « l’ordre établi » (*Ibid.*, 32).

On peut trouver d’autres exemples allant dans le même sens. Emmanuèle de Lesseps et Claude Hennequin<sup>16</sup>, dans un texte datant de 1972 dénoncent une « autre exploitation économique, le travail domestique gratuit, véritable survivance du servage » et affirment que c’est la spécialisation des femmes dans le travail ménager et l’élevage des enfants « qui est à la base de toute notre oppression spécifique » (Lesseps, Hennequin 1972, 6).

Le matérialisme dont il est question dans tous ces textes constitue une tentative d’explication non-naturaliste d’une oppression spécifique. Ce ne sont ni la biologie, ni les fonctions reproductives qui constituent la base de l’oppression des femmes mais le travail domestique. Ce travail, en outre, alimente un antagonisme qui n’est pas réductible à l’antagonisme capital-travail.

Ces analyses étaient en rupture avec une conception assez répandue au sein des organisations communistes et, d’une façon plus générale, de gauche, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et durant une grande partie du XX<sup>e</sup> siècle, conception sous-tendue par l’idée d’une dilution de la « question féminine » dans les rapports de classe (ces derniers étant souvent confondus avec les rapports de propriété). En partant de l’idée que c’est la propriété privée des moyens de production qui a été à l’origine de l’oppression des femmes, l’abolition de cette forme de propriété a été longtemps considérée comme un élément presque suffisant pour éliminer la hiérarchie qu’elle a engendrée. Dans cette logique, toute activité militante doit donc être canalisée vers l’abolition du système capitaliste. La persistance des inégalités dans des sociétés considérées comme socialistes est attribuée à des raisons « superstructurelles » ou « idéologiques ».

---

<sup>13</sup> « Manifeste FMA », sans date [entre 1969 et début de 1970]. Fonds Anne Zelensky, BMD.

<sup>14</sup> Wittig faisait partie d’un groupe (auquel participaient aussi Antoinette Fouque et Josiane Chanel) qui avait organisé des réunions mais aussi des interventions publiques comme par exemple à l’Université de Vincennes au printemps 1970. Une partie du groupe a signé le texte en question. Sur ce groupe, consulter les témoignages de Monique Wittig (2008) et de Margaret Stephenson devenue Namascar Shaktini (2005). Voir aussi Fouque *et al.* 2008.

<sup>15</sup> Monique Wittig (1935-2003) était écrivaine, auteure de plusieurs romans comme *L’Opoanax* (1964) qui a gagné le Prix Médicis, *Les Guérillères* (1969), *Le Corps lesbien* (1973) parmi d’autres. Elle a participé à des moments fondateurs du MLF et des Gouines Rouges. En 1976, elle déménage aux États-Unis, où elle écrit dès lors la plupart de ses essais théoriques. Elle a enseigné dans plusieurs universités dans ce pays.

<sup>16</sup> Emmanuèle de Lesseps et Claude Hennequin feront partie du collectif de rédaction de la revue *Questions féministes*. Lesseps a commencé à militer au sein de FMA et a ensuite participé aux événements fondateurs du MLF. Elle est l’auteure du texte « Le viol » publié dans *Partisans* (Libération des femmes année zéro) et a traduit de l’anglais des ouvrages féministes comme *Scum manifesto* de Valerie Solanas et plusieurs romans. Elle a réalisé un mémoire de maîtrise intitulé « Le divorce comme révélateur et garant d’une fonction économique de la famille », soutenu en 1973. Je n’ai pas trouvé d’informations sur Claude Hennequin en dehors de sa participation à la revue.



L'affirmation qu'il existe des rapports sociaux qui ne soient pas réductibles aux rapports de classe marque un tournant dans les réflexions féministes. Il s'agit d'un élément fondateur d'une pensée nouvelle qui se distingue des analyses précédentes et qui va changer complètement la façon d'appréhender la question. Même certaines analyses qui imputaient au capital l'origine de l'oppression ont dès lors reconnu l'existence d'une « exploitation » ou d'une « oppression » spécifique des femmes. Ce n'est qu'à partir du moment où l'oppression spécifique des femmes a été disjointe, dans l'analyse, des rapports de classe, que toute tentative d'articuler théoriquement les rapports sociaux est devenue possible<sup>17</sup>.

Ces analyses s'opposent à une idée fort répandue selon laquelle l'oppression ne traduirait qu'un problème de « mentalités ». Colette Guillaumin, dans un entretien informel à la revue *Partis pris*, revient-elle aussi sur cette position largement acceptée :

« On n'est pas seulement “méchants” avec les femmes, on en tire des avantages considérables, ça n'est pas seulement dans la tête, c'est des rapports réels, concrets. Ça me rend complètement baba qu'on puisse parler de mentalités dans une situation où cela crève les yeux qu'on tire des avantages considérables des femmes » (Guillaumin 1979, 10).

Un compte rendu du numéro de *Partisans*, « Libération des femmes année zéro », dans la revue marxiste *L'homme et la société*, nous donne des éléments pour comprendre les interlocuteur-trices de ces théorisations. Selon ce texte, le numéro de la revue est composé de deux types d'analyses : d'un côté « la situation économique de la femme » et de l'autre « l'oppression sexuelle » qu'elle subit du fait du « chauvinisme mâle ». Si la plupart des analyses du premier genre sont considérées comme « remarquables », celles du deuxième décriraient les rapports entre hommes et femmes « détachés de leur contexte social », dès lors, « on ne voit plus ce sur quoi [l'oppression] repose » (Rolle, Zagnoli 1971, 218, 220).

Or, c'est justement pour démontrer les bases de cette oppression que s'est développée cette forme de pensée. Les premières tentatives d'explication à partir d'une base matérielle ont souvent interprété l'oppression des femmes dans un sens essentiellement économique. Certains titres sont très explicites à cet égard : « L'interdiction de l'avortement, exploitation économique », signé par « quelques militantes » (que Delphy identifie comme étant Hennequin, Lesseps ainsi qu'elle-même) publié en 1970 (Quelques militantes 1970b), ou encore *Le divorce comme révélateur et garant d'une fonction économique de la famille*<sup>18</sup> par Lesseps.

Delphy évoque, lors d'un entretien en 2004, qu'elle était alors « sous l'influence d'une version plus économiste du paradigme marxiste » (Delphy 2004, 122). Il s'agissait, pour elle, en quelque sorte de répondre à un marxisme économiste. Toutefois, elle n'arrive pas à se dissocier complètement de la démarche critiquée. On

---

<sup>17</sup> Sur l'articulation entre patriarcat et capitalisme, Delphy affirmait en 1970 dans « L'ennemi principal » : « il importe de bien savoir en quoi consiste le patriarcat pour comprendre dans quelle mesure il est théoriquement indépendant du capitalisme. Seule cette compréhension permettra de rendre compte de l'indépendance historiquement constatée entre ces deux systèmes. À ce prix seulement il est possible de fonder matériellement l'articulation des luttes antipatriarcales et anticapitalistes. Tant que cette articulation reste fondée sur des postulats de hiérarchie non prouvée et/ou sur le volontarisme idéologique, on se condamne à la confusion théorique et à l'inefficacité politique dans l'immédiat, à l'échec historique à long terme » (Dupont 1970, 171). Sa priorité était de démontrer l'existence de rapports autonomes par rapport aux rapports de classe. Lors d'un entretien en 1976, l'auteure explique que, en tant que « modèles », le mode de production domestique et le mode de production capitaliste n'ont pas de lien théorique mais, « il y a évidemment des liens concrets » (Delphy, Léger 1976, 38).

<sup>18</sup> Mémoire de maîtrise, Université de Vincennes. Cité par Guillaumin (1978a, 12).

peut dire que le fondement économique de l'oppression des femmes, pour reprendre des mots de Delphy à propos de la théorie de la plus-value, a eu une « utilité rhétorique, une force de conviction par rapport à un public précis, dans un contexte historique et social précis » (Delphy 2015, 86).

Il y eut, tout au long des années 1970, plusieurs autres tentatives pour trouver une base matérielle à l'oppression des femmes, comme en témoigne le *domestic labour debate* qui s'est développé à cette période, surtout aux États-Unis et en Angleterre. Selon Eva Kaluzynska (1980), plus de cinquante articles ont été publiés dans la presse de gauche de ces pays, consacrés à différents thèmes comme le caractère productif ou non du travail domestique, la production de plus-value, l'existence de divers modes de production, etc. Ce débat n'a cependant pas eu un grand impact sur les discussions menées en France.

Il faut souligner que ce débat théorique a eu des conséquences d'ordre stratégique, explicitées par les auteures elles-mêmes. Certaines analyses faisaient un rapprochement entre le travail domestique et le capital pour « montrer la base matérielle incitant à l'unité stratégique de la lutte pour la libération des femmes et de la lutte pour la révolution prolétarienne » (Coulson, Magas, Wainwright 1975/1976, 43). D'autres affirmaient, au contraire, l'autonomie des deux systèmes, patriarcat et capitalisme, une autonomie qui justifiait la « nécessité de la constitution d'un mouvement autonome » (Dupont 1970, 158).

### **L'affirmation d'un féminisme révolutionnaire contre « Psychanalyse et Politique » et contre le féminisme « lutte des classes »**

En France, les analyses matérialistes que l'on vient d'exposer étaient portées par celles qu'on appelait les « féministes révolutionnaires »<sup>19</sup>. C'était d'ailleurs une appellation que revendiquaient Delphy, Wittig, Lesseps, Hennequin<sup>20</sup>, pour ne citer que celles qui ont aussi fait partie du collectif de la revue *Questions féministes*. C'est une tendance qui se constitue dans les premiers moments du MLF.

Les récits qu'en font Wittig, Delphy et Zelensky (Wittig 2008 ; Christine 1981 ; Pisan, Tristan 1977), révèlent que des divergences apparaissent dès les premières réunions. Voici ce qu'en dit Delphy qui se remémore, en 1981, les débats de cette époque alors encore proche :

« Après la parution d'un article dans *L'Idiot international* (1970), trois groupes isolés s'étaient rencontrés. Le clivage s'est fait tout de suite sur cette question de savoir si les femmes forment une classe sociale. La position gauchiste (l'appartenance de classe l'emporte sur l'appartenance de sexe) était présentée à l'époque par un groupe autour d'Antoinette Fouque. Notre groupe s'est formalisé à la rentrée 1970, s'appelant Féministes révolutionnaires. Nous revendiquions ce terme de "féministe" contrairement à Antoinette. Nous nous placions dans les options de l'extrême gauche, mais en contestant sa non prise en compte du féminisme et son mode de fonctionnement léniniste » (Christine 1981, 19).

---

<sup>19</sup> Trois principales tendances sont fréquemment identifiées au sein du MLF: féminisme révolutionnaire, féminisme lutte de classes et Psychanalyse et Politique. Cette division a été refusée par des secteurs du MLF et ses risques de simplification ont été soulignés dans plusieurs travaux (cf. Picq 2011, Fougeyrollas-Schwebel 2005).

<sup>20</sup> Voir Lesseps, Hennequin 1972.

Ce n'est pas la question de la « différence sexuelle » qui est au centre des divergences opposant le groupe autour d'Antoinette Fouque d'une part, et les partisans de la thèse de FMA et Delphy d'autre part (Pisan, Tristan 1977) mais le fait de parler au nom d'un groupe « femmes » au-delà des différences de classe. Comme me l'a affirmé Liliane Kandel en entretien<sup>21</sup>, et c'est ce que l'on trouve dans les documents des premières années du mouvement, la question de la « différence sexuelle » n'est pas un débat qui polarise le mouvement à ses débuts. Elle n'émergera que quelque temps après les premières réunions.

Selon le texte « Féministes révolutionnaires » publié dans le journal *Le torchon brûle* n° 5, les « féministes révolutionnaires » naissent lors d'une assemblée générale du mouvement en octobre 1970. « On parle beaucoup dans le Mouvement des Féministes Révolutionnaires », y est-il affirmé. Cependant, parmi celles qui reçurent cette étiquette toutes ne la revendiquaient pas : « il y a parmi les dites "F.R" tellement d'options qu'il est difficile de parler de "ligne générale" ». Elles avaient en commun de dire que le féminisme était « pour les femmes et avec toutes les femmes », c'est-à-dire qu'il existait un « nous, les femmes », et que « femme » était « notre première identité, avant prolétaire ou bourgeoise ». Le mot « révolutionnaire » était présenté comme un synonyme de « radical ». Malgré l'affirmation d'une identité première « femme », le groupe refusait l'idée de fronts principaux et secondaires, ou de contradictions principales et secondaires : « il y a l'oppression – non – les oppressions multiples, combinées, tout le monde à la fois oppresseur et opprimé » (Féministes révolutionnaires s.d., 8). Il sera à l'initiative de plusieurs actions comme les « Journées de dénonciation des crimes contre les femmes » à la Mutualité (1972), La Foire des femmes (1973), La Grève des femmes (1974), parmi d'autres (Picq 2011, 251).

Pourtant, cette idée d'un « nous » n'impliquait pas nécessairement de souscrire à la définition de « classe de femmes », comme l'affirme encore le texte du *Torchon brûle* : « Parmi nous, certaines pensaient que cela faisait des femmes, une classe, d'autres une caste ; et beaucoup s'en fichaient pensant simplement que toutes les femmes ont quelque chose en commun et que c'était de ce commun qu'il fallait partir » (*Ibid.*). Selon Delphy, la plupart de ces féministes estimaient que les femmes devaient lutter entre elles et pensaient les femmes comme formant une classe au sens large du terme, mais pas dans le sens qu'elle-même lui donnait, c'est-à-dire « fondée sur une exploitation économique » (Delphy 2004, 121).

Cette question a été l'un des principaux points de clivage avec le courant appelé « lutte de classes »<sup>22</sup>. Un extrait du premier numéro du journal *Pétroleuses* (1974) illustre bien la position qui a prédominé au sein de cette « tendance » :

« Nous nous séparons des autres courants du MLF par notre analyse de l'oppression des femmes : celle-ci n'a pas pour nous des racines dans la 'perversité' des mâles en général, mais dans le système capitaliste qui crée les rapports d'oppression et utilise les hommes comme instruments de cette oppression [...]. Nous ne pensons pas non plus que cette oppression soit la même pour une femme ouvrière et une femme bourgeoise : les avantages que cette dernière retire du système

<sup>21</sup> Entretien réalisé à Paris le 29 octobre 2014.

<sup>22</sup> Le Cercle Dimitriev, créé, selon Françoise Picq, en mai 1971 par des femmes du groupe trotskyste Alliance Marxiste Révolutionnaire (AMR), marque la constitution de cette « tendance » (Picq 2011, 280).

contribue à l'éloigner du combat pour sa libération qui passe par la Révolution socialiste »  
(*Pétroleuses* 1974, 2).

Pour les *Pétroleuses*, la base matérielle de l'oppression est le « système capitaliste »<sup>23</sup>. Il s'agit d'un des points de divergence entre le « féminisme révolutionnaire »<sup>24</sup> et le féminisme « lutte de classes ». Si la critique du naturalisme et l'idée que l'oppression « fait système » faisaient consensus, il n'en était pas de même pour qualifier l'origine de cette oppression ni pour en identifier les bénéficiaires principaux ; les points de clivage étaient non seulement théoriques mais aussi stratégiques<sup>25</sup>.

## Des moments de rencontre autour d'une approche

### La critique féministe dans la recherche en sciences sociales

Quelques féministes qui seront identifiées comme « féministes matérialistes », Guillaumin<sup>26</sup>, Mathieu<sup>27</sup> et Noëlle Bisseret<sup>28</sup>, se sont retrouvées, dans les années 1960, dans un espace universitaire : le *Groupe d'ethnologie sociale*<sup>29</sup>, fondé en 1950 au sein du Centre d'Études Sociologiques et dirigé par Paul-Henry Chombart de Lauwe. Ce centre, qui avait notamment comme axe de recherche « La famille, la femme et l'homme. Leurs images dans la société », a publié un livre à l'époque, et auquel ces trois chercheuses ont contribué : *La femme dans la société. Son image dans différents milieux sociaux*, consacré aux « images des rôles de la femme » (Chombart de Lauwe et al. 1963, 17). Guillaumin remémore dans un entretien qu'elle n'était néanmoins pas proche des propositions de ce groupe, préférant d'autres analyses développées à l'époque, comme celles d'Andrée Michel et de Geneviève Texier<sup>30</sup>, auteures de *La Condition de la Française aujourd'hui* (1964).

---

<sup>23</sup> Pour Delphy, l'extrême gauche, sous la poussée du mouvement des femmes, à la différence de la gauche « réformiste », a certes pris en considération l'« exploitation spécifique » des femmes mais, « comme on l'impute aussi au capital », cela revenait « au même » (cf. Delphy, Léger 1976, 37).

<sup>24</sup> « Féminisme révolutionnaire » et « Féminisme radical » sont alors souvent utilisés comme des synonymes. Dans l'éditorial du premier numéro de *Questions féministes*, les deux termes sont employés de façon interchangeable. À partir de la fin des années 1970, l'expression « féminisme radical » devient de plus en plus répandue. Je ne sais préciser ni les raisons, ni le moment de ce changement.

<sup>25</sup> Voir, par exemple, Delphy 1981.

<sup>26</sup> Colette Guillaumin a été membre du Groupe d'ethnologie sociale dans les années 1960 pendant la préparation de son doctorat. Sa thèse, soutenue en 1969, intitulée *Un aspect de l'altérité sociale : le racisme. Genèse de l'idéologie raciste et langage actuel*, a été publiée en 1972 sous le titre *L'idéologie raciste* (cf. Guillaumin 1992 [1<sup>ère</sup> édition 1972]). Depuis la fin des années 1960, elle publie des articles sur le racisme (cf. Guillaumin 1967, parmi d'autres). A partir du milieu des années 1970 ses travaux portaient aussi sur les rapports de sexe et sur le féminisme. Elle est chercheuse au CNRS.

<sup>27</sup> Nicole-Claude Mathieu (1937-2014), selon son propre CV, a travaillé au Groupe d'Ethnologie Sociale entre 1960 et 1965, et y a exercé diverses fonctions. Entre 1970 et 1971, elle a été assistante de recherche sur contrat au Centre d'Études sociologiques et, en mars 1971, elle entre au Laboratoire d'Anthropologie sociale comme rédactrice en chef de la revue *L'homme* puis de la Collection « Les Cahiers de l'Homme ». En 1990, elle devient Maître de conférences à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, à Paris (EHESS).

<sup>28</sup> Je n'ai pas beaucoup d'informations sur le profil de Noëlle Bisseret. Sociologue, attachée au Groupe d'Ethnologie Sociale dans les années 1960, elle est l'auteure de plusieurs articles portant sur le domaine de l'éducation et a publié, en 1974, *Les inégaux ou la sélection universitaire*. Elle était proche de la revue *Questions féministes* mais ne figure pas parmi les membres du collectif de rédaction. Elle a publié, dans le numéro 5 de la revue, le texte « Un coup de force : la retraite des femmes à 60 ans » (Bisseret 1979).

<sup>29</sup> Cf. Chombart de Lauwe Paul-Henry 1963a.

<sup>30</sup> Andrée Michel est sociologue et chercheuse au CNRS depuis les années 1950. Elle a réalisé plusieurs travaux pionniers sur la famille et les « rôles de sexe », comme *Famille, industrialisation, logement* (cf. Michel 1959). Elle a fait partie du Mouvement démocratique féminin (MDF) ainsi que du Mouvement français pour le Planning familial (MFPF). Dans les années 1970, elle a participé à la création et à la coordination du *Comité international de recherches sur les rôles de sexes* au sein de l'Association Internationale de Sociologie. Elle a été directrice du Groupe d'étude des rôles des sexes, de la famille



Dans le contexte des années 1970, ces auteures ont formulé leurs propres analyses dans d'autres termes. Mathieu présente, en 1970, au Congrès Mondial de Sociologie un texte qui va être publié, dans une version modifiée, sous le titre « Notes pour une définition sociologique des catégories de sexe »<sup>31</sup>, où elle formule le concept de « sexe social ». Dès ses premiers textes, Mathieu veut faire la critique de la façon dont les sciences sociales abordent la catégorie « sexe ». Elle critique ainsi le caractère « trivial et fétiche » du sexe qui repose sur son « évidence biologique » et affirme, que « les sexes comme produit social de rapports sociaux ne semblent guère jusqu'à présent être un objet d'interrogation » (Mathieu 1973, 101).

Le caractère fétiche du sexe sera également évoqué par Guillaumin. Au commencement des années 1970, il n'était pas au centre de ses préoccupations, même si elle avait déjà mis en évidence des mécanismes communs de naturalisation des races et des sexes, notamment le « traitement analogue dont relèvent les diverses catégories aliénées et opprimés au nom d'un signe biologique irréversible, donc 'racisées' » (Guillaumin 2002 [1972], 17). Cette marque biologique est le critère fondamental de la notion de race, même si les catégories investies de la marque (les femmes, les homosexuels, les ouvriers, parmi d'autres) le sont « selon des schémas différents » (*Ibid.*, 12). Ce n'est que dans la deuxième moitié de cette décennie qu'elle commence à publier des textes plus centrés sur la « nature spécifique de l'oppression des femmes » (Guillaumin 1978a, 7).

Au cours des années 1970, s'organisent des groupes de travail et d'études plus ou moins formels qui prennent comme axe de réflexion les idées portées par la revue *Questions féministes* ou qui en sont proches. Il convient de souligner particulièrement deux moments : le Laboratoire de Sociologie de la Dominance (LSD) et le Groupe Franco-Britannique.

Le premier était un groupe informel, mixte, qui a fonctionné pendant plusieurs années et auquel ont participé, entre autres, Guillaumin, Colette Capitan-Peter<sup>32</sup> et Mathieu. Selon Guillaumin, le Groupe Sociologie de la Dominance, qui a duré environ dix ans, avait une problématique « tout entière centrée sur l'analyse des systèmes hiérarchiques et de domination » ; ce fut un « lieu de discussion passionnée et inventif » (Guillaumin 1992, 5). D'après le *curriculum vitae* de Mathieu, le groupe, constitué de chercheurs du CNRS et d'universitaires, a organisé des réunions entre 1970 et 1976. Malheureusement, les informations dont je dispose sont très fragmentaires<sup>33</sup>, ce qui s'explique sans doute par le caractère informel de son mode de fonctionnement.

Le groupe franco-britannique « Catégories de sexe et catégories de classe/Economic Relations in Domestic Groups » apparaît, quant à lui, en 1975. Il est lié, du côté français, à la Maison des Sciences de l'Homme et, du côté anglais, au Social Science Research Council (Londres). Dans les documents du groupe<sup>34</sup>, plusieurs

---

et du développement humain, créé en 1973, et directrice de publication de la revue *Nouvelles Questions féministes* entre 1986 et 1995. Geneviève Texier, agrégée de philosophie était, à l'époque de la sortie du livre, professeur de lycée. Elle a participé au MFPP.

<sup>31</sup> Présenté, pour la première fois, sous la forme de communication au VII<sup>e</sup> Congrès Mondial de Sociologie (Comité de recherche : Sociologie de la connaissance), Varna, Bulgarie, septembre 1970, et publié dans *Épistémologie sociologique*, n° 11, 1971, p. 19-39.

<sup>32</sup> Colette Capitan (1932-2015) était sociologue. Elle figure dans la *Revue française de sociologie* en 1963 comme chercheuse en sociologie ayant pour thème de recherche « Les cadre sociaux du fascisme en France entre les deux guerres » (CNRS 1963, 327-329). Elle est l'auteure notamment de *Charles Maurras et l'idéologie de l'Action française : étude sociologique d'une pensée de droite* (1972) et *La nature à l'ordre du jour : 1789-1793* (1993).

<sup>33</sup> Une des rares références au groupe que j'aie trouvées apparaît dans un texte de Jacques Jenny : « Il y a une trentaine d'années, j'ai eu la chance d'être sensibilisé aux problèmes théoriques de la dominance dans le cadre d'un petit groupe de travail informel (que nous appelions le L.S.D. : Laboratoire de Sociologie de la Dominance), dont faisaient partie ces collègues à qui nous devons tant que sont, notamment, Guillaumin, Nicole Mathieu, Josiane Boutet et quelques autres, moins directement concernés par le propos actuel » (Jenny 1995, 109). Toutefois, selon Guillaumin et Capitan-Peter, Boutet n'a pas fait partie de ce groupe.

<sup>34</sup> Consultables aux Archives de la Bibliothèque de la Maison des Sciences de l'homme.



participantes sont citées : Diana Barker [Leonard], Leonore Davidoff, Jalna Hanmer, Jean Gardiner, Hilary Land, Maxine Molyneux, Jane Shaw et Anne Whitehead du côté britannique<sup>35</sup> ; Noëlle Bisseret, Capitan-Peter, Delphy, Guillaumin, Lesseps, Mathieu, Monique Plaza, et Ursula Streckeisen<sup>36</sup> du côté français. Ces réunions ont offert des moments privilégiés de rencontre entre celles qui formaient « l'embryon » de la revue *Questions féministes* et quelques-unes des auteures du *domestic labour debate* anglais. L'objectif était de réunir des chercheuses de différents horizons disciplinaires pour débattre des thèmes suivants : « 1- l'articulation entre le patriarcat et le système capitaliste ; 2- l'idéologie naturaliste des sciences sociales dans leurs analyses des classes sexuelles ; 3- le concept de sexe social et des problèmes associés » (MSH Information 1976, 18).

Là encore, les traces de ces débats sont assez fragmentaires et ne permettent pas un approfondissement du contenu des discussions. Il est possible, toutefois, de mentionner les thématiques des réunions et les textes discutés. La première réunion, qui a eu lieu les 19 et 20 juin 1975 à Paris, était consacrée à la question suivante : « Comment rendre compte du patriarcat et de ses relations avec d'autres systèmes d'exploitation d'une façon matérialiste ? » (Document MSH 1975). Les textes prévus pour la discussion portaient essentiellement sur le travail domestique : « The Political Economy of Domestic Labour in Capitalist Society » de Gardiner, « The housewife and her labour under capitalism » de Wally Seccombe et « L'ennemi principal » de Delphy. Un exposé de Molyneux<sup>37</sup> traçant l'historique des positions des auteurs marxistes sur les femmes et le travail domestique était également prévue.

Une deuxième rencontre s'est organisée à Londres au siège du Social Science Research Council, les 27 et 28 octobre 1975, autour des « catégories de sexe comme lieu privilégié de la pensée biologisante » (MSH Information 1976, 18). Du côté français, plusieurs textes sont proposés à la discussion dont : « Rapports entre l'économique et l'idéologique dans les processus d'orientation et de sélection » de Bisseret, « Révolution bourgeoise et idéologie essentialiste » de Capitan-Peter, « Proto-féminisme et anti-féminisme » de Delphy, « Homme-culture et femme-nature » et « Paternité biologique, maternité sociale » de Mathieu (publié en 1977 à partir d'une communication présentée en 1974), ainsi qu'une version du texte de Guillaumin « Pratique du pouvoir et idée de Nature » ultérieurement publié dans *Questions féministes* (cf. Guillaumin 1978 a et b).

Une troisième rencontre a eu lieu à Paris, les 12 et 13 avril 1976, à la MSH, ayant pour thème la question suivante : « Dans quelle mesure les catégories et les pratiques des institutions d'État établissent-elles la notion de la dépendance économique des femmes mariées ? » (MSH Information 1976, 19). Le débat s'est appuyé sur des textes de Hilary Land et Jalna Hanmer.

Il convient de souligner que, dans le contexte anglais, l'idée de « matérialisme » n'a pas nécessairement le même sens que dans le contexte français. Parmi les « matérialistes » anglaises, certaines sont particulièrement hostiles aux thèses de Delphy. Dans le premier numéro de la *Feminist Review*, Michèle Barrett et Mary McIntosh publient un article critiquant la position de Delphy et intitulé « Christine Delphy : toward a

---

<sup>35</sup> Stevi Jackson (1996, 29) cite aussi les noms de Mary McIntosh mais je n'ai pas trouvé cette information dans les documents que j'ai consultés.

<sup>36</sup> Ursula Streckeisen est une sociologue suisse. Elle est présentée dans des documents de ce groupe comme étudiante en doctorat de 3<sup>e</sup> cycle sur les rapports entre le mode de production domestique et le mode de production capitaliste. Elle a soutenu son doctorat en 1989 en Suisse dans le champ de la sociologie des professions et du genre. Elle a été enseignante à l'Université de Berne entre 2001 et 2013.

<sup>37</sup> Maxine Molyneux a publié en 1979 « Beyond the Domestic Labour Debate » au sein de la *New Left Review*. Elle affirme en note qu'une première version de ce texte a été présentée lors d'une réunion en juin de 1975 du « Anglo-French SSRC Women's Groupe » (Molyneux 1979, 4).

materialist feminism ? »<sup>38</sup>. Le livre *Feminism and Materialism* (Kuhn, Wolpe 1978), où seront publiés les textes de McIntosh et d'autres futurs membres de la *Feminist Review*, font des analyses distinctes de celles qui sont élaborées en France.

Les deux principaux « volets » de la réflexion du féminisme matérialiste se retrouvent dans ces échanges franco-britanniques, c'est-à-dire l'anti-naturalisme et la question de la matérialité de l'oppression. Mais le poids respectif donné à ces deux points va changer. Vers le milieu des années 1970, l'anti-naturalisme devient un élément central des réflexions matérialistes féministes en France. On peut repérer un décentrement de la « matérialité de l'oppression » vers la critique du naturalisme, tout en maintenant la présence de ces deux éléments. Et cela dans un contexte où, en parallèle, les positions alors dites « essentialistes » prennent de l'extension. D'un côté, comme l'écrit Guillaumin (1975, 5), les tendances « bionaturalistes » se développent (elle se réfère à des approches comme celle de la sociobiologie<sup>39</sup>), d'un autre, la tendance Psychanalyse et politique prend pied dans le mouvement en créant une maison d'édition et en publiant des journaux largement diffusés<sup>40</sup>. Pour F. Picq, on peut situer à cette époque plutôt que trois tendances (Féminisme révolutionnaire, féminisme lutte de classes et Psychanalyse et Politique) deux pôles : le naturalisme d'un côté et le « sociologisme » de l'autre (Picq 2011, 326). La critique du naturalisme devient un point fondamental d'union favorisant la formation du collectif qui est à l'origine de la revue *Questions féministes*.

### **Naissance de la revue *Questions féministes***

De ces rencontres et autour d'une approche partagée est née l'idée de publication d'une revue. Il s'agissait d'un moment de florescence de la presse féministe en France (Picq 2011, Kandel 1979, Laroche *et al.* 2011). Le projet de la revue est né, selon l'éditorial du premier numéro, du constat que « le nouveau féminisme ne dispose pas d'un lieu de débat théorique » (Collectif 1977, 3). Selon Delphy, dans un texte du milieu des années 1980, l'idée de créer la revue est partie d'un « groupe de travail de quatre femmes » et du constat que la réflexion féministe ne jouissait pas d'un espace approprié dans la presse de l'époque :

« il n'existait aucun support pour des textes de plus de 3 pages dans la presse féministe d'alors ; les textes longs étaient impubliables dans les revues masculines – et elles l'étaient toutes – scientifiques, politiques ou littéraires, sauf occasionnellement dans les *Temps modernes*, grâce à la présence de Simone de Beauvoir » (Delphy s.d., 1)<sup>41</sup>

L'idée était donc de créer un espace de débat théorique avec une orientation spécifique : le féminisme radical. Cette approche, « fondé[e] sur ces questionnements subversifs » et qui aurait « impulsé toutes les grandes campagnes féministes », semblait, selon les éditrices de la revue, « étouffé[e] tant dans les pratiques que dans les discours » (Collectif 1977, 5). Il s'agissait de lui donner un espace de « réunion théorique et politique ».

<sup>38</sup> Pour une lecture des divergences entre Delphy et Barrett/McIntosh, voir Cervulle 2016.

<sup>39</sup> Pour plus d'informations sur ce contexte, voir Lemerle 2014. Voir aussi l'ouvrage *Le Fait féminin* (Sullerot 1978) préparé à partir d'un colloque organisé par Jacques Monod et Evelyne Sullerot au Centre de Royaumont en 1976.

<sup>40</sup> Pour une histoire de la maison d'édition *Des femmes* voir Pavard 2005.

<sup>41</sup> Une version similaire de ce texte a été publiée, en anglais, en 1986, dans la revue *Women's Review of Books* (Delphy 1986).

Le premier numéro de la revue est publié en novembre 1977. Le collectif de rédaction est alors composé de Capitan-Peter, Delphy, Lesseps, Mathieu et Plaza<sup>42</sup>, ainsi que de Simone de Beauvoir, directrice de publication. Guillaumin, Hennequin et Wittig rejoindront plus tard le collectif de rédaction.

*Questions féministes* se veut être une « revue théorique féministe radicale ». Mais pour le collectif, il s'agit de briser l'équation : « théorie » équivaut à textes inaccessibles réservés à une élite sociale ; il s'agit de restituer son « vrai sens à la théorie » dans la mesure où celle-ci peut se référer à « tout discours, quel que soit son langage, qui tente d'expliquer les causes et le fonctionnement de l'oppression des femmes » et « de tirer des conclusions politiques qui proposent une stratégie ou une tactique au mouvement féministe » (Collectif 1977, 3). Delphy considère, au début des années 1980, que ce qui unie les articles de la revue (mais aussi de *Nouvelles Questions féministes*) est la pertinence politique de ces textes pour la situation des femmes et pour leurs luttes. Il s'agit d'une « revue savante », avec une majorité de textes « écrits par des universitaires », mais qui « cherche à éviter les écueils de *Women's Studies* dépolitisées et du féminisme culturaliste » (Delphy s.d., 3)<sup>43</sup>.

Nous sommes dans un contexte au sein duquel la séparation entre des textes réputés « théoriques » et les productions militantes (Guillaumin, 1981) est fortement critiquée. La théorie est pensée comme devant être l'« affaire de tout le monde » afin que « chacune puisse non seulement la consommer mais aussi la produire » (Collectif 1977, 3). Malgré le profil de ses membres, la revue ne se conçoit pas comme une revue académique ou universitaire. Si, rétrospectivement, on peut la considérer comme partie de « l'accumulation primitive » des recherches féministes (Kandel 2001), elle ne s'affichait pas, au contraire d'autres revues (*Feminist review* et *Signs* par exemple), comme une revue universitaire<sup>44</sup>.

L'éditorial du premier numéro, « Variations sur des thèmes communs », constitue une sorte de synthèse du projet politique de la revue qui se fonde sur deux points fondamentaux : la critique de l'idéologie naturaliste et l'analyse de l'appartenance de toutes les femmes à une même « classe ». Ils sont considérés comme le préalable du féminisme radical. Une grande partie de l'éditorial est consacrée à une critique virulente de l'idée d'une nature féminine et d'une « différence des sexes ». Pour le collectif, « le thème de la différence en lui-même, quel que soit le contenu donné aux différences, sert le groupe oppresseur ». Il faut « briser les évidences naturalistes » et « détruire la différence des sexes » (Collectif 1977, 4 et 5). C'est là l'élément central de ce texte comme des réflexions publiées dans la revue en général.

Le groupe se positionne aussi par rapport au « courant lutte de classes » dont les analyses, d'après lui, sont insuffisantes pour penser l'articulation entre la lutte des femmes et la lutte des classes, dans la mesure où il se contente de ne faire la critique des « mentalités » et des « institutions sexistes » que sur le plan idéologique. Or une « analyse matérialiste » devrait rattacher « les mentalités, les institutions, les lois sexistes aux structures socioéconomiques qui les soutiennent » (*Ibid.*, 29), des structures qui forment un système spécifique par rapport au capitalisme : le patriarcat.

---

<sup>42</sup> Monique Plaza est actuellement chargée de recherches en Psychologie au CNRS. Au-delà de sa participation à la revue *Questions féministes*, je ne dispose pas de plus d'informations sur son parcours militant et académique dans les années 1970.

<sup>43</sup> Pour la version en anglais voir Delphy 1986, 17.

<sup>44</sup> *Feminist review* se proposait d'être non seulement un espace pour débattre sur les « perspectives politiques et stratégiques du Mouvement » mais aussi un « forum pour des travaux en cours, recherches actuelles et débats au sein du *Women's Studies* » (*Feminist Review* 1979, 1).

Il s'agit de « transformer maintenant les rapports sociaux, économiques et politiques qui amènent à classer hiérarchiquement, en groupes dits 'de sexe', des individus identiquement humains », « d'analyser, pour le détruire, le système des sexes sociaux » (*Ibid.*, 18)

### Variations conceptuelles et lexicales sur des thèmes communs

Cet éditorial, rédigé collectivement, ne porte pas de signature dans la version publiée en 1977. À partir de la version publiée en anglais (*Editors of Questions féministes* 1980), il est possible, toutefois, d'identifier les auteures de chaque partie à partir de leurs initiales. Les variations dans la terminologie comme les hétérogénéités théoriques sont notamment liées à la façon dont le texte a été produit. On peut trouver, par exemple, la catégorie « classes sociales de genre » (*Ibid.*, 6) dans la première partie écrite par Delphy et Plaza et « classes sociales de sexe » (*Ibid.*, 16), « système des sexes sociaux » (*Ibid.*, 18) dans le texte de Mathieu. Mais on trouve aussi des différences dans la façon d'aborder certains concepts. Ainsi, si la classe est définie en termes de position par rapport aux moyens de production, on lui fait adopter aussi un sens plus « large ».

Delphy et Plaza mettent au cœur de la définition de la classe l'existence d'une « dynamique oppressive » (*Ibid.*, 6). Pour sa part, Mathieu insiste sur le rapport d'oppression matériel et historique et sur le fait que l'oppression subie est « idéologiquement rapportée par le groupe dominant à une soi-disant détermination biologique de la classe opprimée » (*Ibid.*, 16). Lesseps souligne l'« exploitation économique commune » de l'ensemble des femmes dans des rapports de production autres que capitalistes et définit le patriarcat comme « système de production » à l'intérieur duquel les femmes et les hommes forment « deux groupes d'intérêts opposés » (*Ibid.*, 7-8).

La revue regroupe des féministes ayant des trajectoires différentes et des engagements divers. Les choix thématiques et conceptuels ainsi que le poids donné à certaines questions traduisent ces différences. Si certaines cherchent à savoir en quoi le biologique est politique (*Ibid.*, 16), d'autres se focalisent plutôt sur la matérialité de l'oppression. Les définitions de « classe de femmes », « patriarcat » et « rapports sociaux » ne sont pas non plus identiques pour toutes.

*Grosso modo*, on peut dire que dans ce moment du « féminisme matérialiste », l'idée d'une base matérielle de l'oppression n'est plus prise dans un sens forcément économique comme dans les réflexions présentées dans la première partie de cet article. Les concepts de *classe* et de *rapports sociaux* sont, dans ce cadre, utilisés d'une façon plus large. Les rapports sociaux ne sont pas appréhendés nécessairement en termes de rapports de production et la notion de classe ne repose pas forcément sur une position relative aux moyens de production. Ce sont surtout les idées de conflictualité, de hiérarchie, de réciprocité dialectique et de processus que l'on retient alors du marxisme. Delphy souligne l'importance d'une analyse en termes de domination des groupes sociaux » (C.D. 1975, 62), de conflit et de « systèmes sociaux ». Adopter une « problématique de classes »<sup>45</sup>, affirme-t-elle, implique que l'accent soit mis sur le « rapport qui constitue femmes et hommes en deux groupes non seulement différents mais surtout et d'abord hiérarchisés » (Delphy 1981, 66). Guillaumin met en avant l'importance de la notion de processus dans la définition du matérialisme (Guillaumin 1981, 56) comme celle de penser que les groupes naturalisés sont constitués par des rapports sociaux et qu'ils n'existent

---

<sup>45</sup> L'utilisation du concept de « classe de femmes » ne renvoie pas forcément à la démarche en question. Pour d'autres usages du concept voir, par exemple, Firestone 1972 et Atkinson 1975, 70.

pas en dehors de ces rapports. Comme l'affirme Wittig, « La marque ne préexiste pas à l'oppression » (Wittig 1980b, 77). La notion de classe des femmes renvoie alors plus à ces outils de pensée qu'à l'idée qu'elle traduirait une position relative aux moyens de production mettant l'accent sur l'exploitation économique, comme dans les premières formulations<sup>46</sup>.

### Des variations aux divergences

Loin d'être un lieu de consensus, la revue abrite des divergences et des débats vifs. Pour illustrer l'histoire de cette réflexion et les différentes prises de positions de membres de la revue, j'évoquerai brièvement deux différences théoriques qui se sont exprimées à propos du concept de patriarcat.

Si Delphy utilise comme « modèle » pour penser la « classe des femmes » les rapports de production capitalistes, Guillaumin renvoie plutôt à des rapports de production précapitalistes. L'appropriation de la force de travail des femmes dans le cadre du mariage n'est à ses yeux pas suffisante pour expliquer leur oppression. La classe des femmes « subit non le seul accaparement de la force de travail mais un rapport d'appropriation physique direct », autrement dit c'est le corps, « l'unité matérielle productrice de force de travail qui est prise en main, et non la seule force de travail » (Guillaumin 1978a, 9). Elle appelle ce processus le « sexage » par analogie avec le servage et l'esclavage. Dans un compte-rendu du livre *Droits des femmes, pouvoir des hommes* d'Odile Dhavernas, Guillaumin se positionne par rapport au concept de patriarcat :

« Si le patriarcat est l'origine de l'institution “famille”, qui est au centre du livre, le sexage, lui, est l'appropriation des femmes (et pas des seules épouses). L'un, le patriarcat – pouvoir des “pères” – système d'appropriation cumulatif de la force de travail, de ses produits, de la reproduction, peut intégrer dans sa domination aussi bien les hommes (de la classe des hommes) – et il ne s'en prive pas dans les économies agricoles – que des femmes (de la classe des femmes). Alors que le sexage – pouvoir des “hommes” – n'approprie que des femmes (et toutes les femmes) dans une relation où l'anatomie sexuelle joue un rôle central comme caractère discriminant de classe » (C.G. 1978c, 102).

Pour d'autres raisons, Wittig se montre aussi critique du concept de *patriarcat*. Dans un article de 1983, elle le critique pour son caractère *straight* :

« Il suppose des pères et donc des mères, un pouvoir des pères sur les mères [...] Il escamote l'hétérosexualisation, l'hétérosexualité comme système de domination. Il fait que les femmes sont d'abord et avant tout (et seulement) définies comme mères et forcées à l'être. “Patriarcat” suppose un ordre naturel » (Wittig 1983, 11).

---

<sup>46</sup> Delphy, par exemple, dans plusieurs textes plus récents, souligne l'importance de la théorie marxiste dans sa démarche et la façon dont elle s'approprie le marxisme (Delphy 2004, 2005, 2009 [2001]). En 2004, elle affirmait : « Je pense toujours que les femmes sont une classe », mais « le terme de ‘classe’ avec son accent sur l'exploitation économique, ne rend pas compte de toutes les dimensions de la division de genre » (Delphy 2004, 122).

La proposition de Wittig s'insère dans un contexte plus large, celui de la critique de l'hétérosexualité comme régime politique. À la fin des années 1970, une mouvance « lesbienne radicale » commence à prendre forme. Se fondant en grande partie sur des prémisses relevant du féminisme radical, dont l'idée de « classe de sexe », cette mouvance se structure centralement autour de la critique de l'hétérosexualité, pensée comme régime politique et de l'idée de lesbianisme, conçue comme une forme de résistance à ce régime et comme point à partir duquel se construit une réflexion théorico-politique. En février 1980, Wittig publie « La pensée *straight* » et affirme que « les lesbiennes ne sont pas des femmes » (Wittig 1980a, 53). Des polémiques sur le lesbianisme, l'hétérosexualité et l'engagement féministe s'instaurent et polarisent le collectif de la revue, provoquant une scission et la fin de la revue. Il s'agit en fait d'un débat qui traverse le mouvement féministe et lesbien à la fin des années 1970 et au début des années 1980 (cf. Lesselier 1991, Bard 2004).

En mai 1980, la revue publie son huitième et dernier numéro. Malgré son existence éphémère (novembre 1977-mai 1980), elle a constitué un moment clé de la réflexion féministe<sup>47</sup>. Ses membres se dispersent ensuite, s'engageant dans d'autres initiatives. Quatre d'entre elles (Delphy, Hennequin, Lesseps et Beauvoir) lancent la revue *Nouvelles Questions Féministes*. D'autres membres se lancent dans des revues telles que *Feminist Issues* ou *Chroniques Graves et Aigues*. À l'exception de Lesseps et de Hennequin, toutes les autres ont fait une carrière académique. Toutefois, dans le processus d'institutionnalisation, qui prend forme surtout à partir de 1982 (Lagrave 1990), les chemins diffèrent. Delphy a été la seule en France à entrer, en 1982, dans un laboratoire de recherche rattaché au CNRS spécifiquement construit sur la thématique « femmes », le Groupe d'étude des rôles des sexes, de la famille et du développement humain.

## Conclusion. Nommer, un enjeu politique

Identifier et nommer des courants de pensée est souvent un exercice rétrospectif. L'histoire des sciences sociales et des idées politiques peut en fournir de nombreux exemples<sup>48</sup>. Vouloir établir une « taxinomie » du mouvement et de la pensée féministe pose de nombreux problèmes. L'identification de « courants » ou de « tendances » n'est pas aisée, étant donné le caractère mouvant des catégories de référence. Faire l'histoire de ce mouvement révèle que le sens qui leur est donné, ainsi que le nom attribué (ou revendiqué) varient selon les contextes mais aussi selon le locuteur·trice et l'interlocuteur·trice.

Le MLF est « tout entier situé à l'extrême gauche de l'extrême gauche », selon Françoise Picq (2011, 233). Dominique Fougeyrollas-Schwebel (2005), parmi d'autres, souligne aussi la relation étroite avec le marxisme qui, selon diverses variations, a été le point de référence pour différents secteurs de ce mouvement, qu'il s'agisse du courant « lutte de classes », du « féminisme révolutionnaire » ou encore de « Psychanalyse et Politique » qui voulait articuler « matérialisme historique » et psychanalyse. « On peut se demander quelle

---

<sup>47</sup> Il faut aussi prendre en considération qu'une partie importante de la production des auteures en question a été publiée ailleurs. Mathieu y a publié un seul texte « Masculinité/Féminité » (n° 1) et Delphy deux : « Nos amis et nous. Les fondements cachés de quelques discours pseudo-féministes » (n° 1) et « Nouvelles du MLF. Libération des femmes an X » (n° 7).

<sup>48</sup> Voir, par exemple, Topalov 2004.

femme dans le Mouvement n'est pas à la fois antipatriarcale et anticapitaliste »<sup>49</sup>, affirmait Delphy en 1980 (cf. Delphy 1980, 91).

Si on prend le terme « matérialisme » comme synonyme de « marxisme », on peut reconnaître l'existence d'une pluralité d'analyses « matérialistes » au sein du féminisme des années 1970. Toutefois, dans le contexte français, le terme est couramment employé pour faire référence à un groupe très précis d'auteures et à une approche en particulier. Les noms de Delphy, Guillaumin, Mathieu, Tabet et Wittig sont presque invariablement cités. Plaza et Lesseps figurent moins fréquemment dans cette liste. À l'exception de Tabet toutes les autres ont fait partie de la revue *Questions féministes*. Quelques-unes étaient identifiées ou se revendiquaient, au début des années 1970, comme « féministes révolutionnaires » puis, quelques années après, comme « féministes radicales ». Ainsi que j'ai cherché à la présenter, cette « tendance » se différencie surtout par son affirmation de l'existence d'un « nous les femmes » et d'un système patriarcal. Ses analyses s'opposent à une approche largement présente dans la gauche pour laquelle l'oppression féminine est subsumée dans les rapports de classe. À partir du milieu de la décennie 1970, la critique du naturalisme gagne plus de terrain et constitue un point nodal d'opposition dans les réflexions menées au sein de la revue *Questions féministes*. Saisir l'historicité de ces débats et l'apparition des catégories qui leur sont liées requiert de comprendre qui sont les « ennemis » à chaque moment historique.

L'idée qu'il existerait une opposition entre un « féminisme matérialiste » ou « égalitaire » ou encore « universaliste » d'une part et un féminisme « différentialiste » d'autre part ne permet pas de restituer les enjeux des débuts du mouvement. Par ailleurs si, à la fin des années 1970, *Questions féministes* et « Psychanalyse et Politique » constituaient deux pôles opposés – cette opposition ne portant pas exclusivement sur la question de « la différence sexuelle » mais aussi sur des questions stratégiques et de conceptions de mouvement – ceux-ci n'épuisent pas la totalité du champ car il existait d'autres actrices qui s'exprimaient dans d'autres revues et prenaient part à des initiatives différentes.

La question ne peut pas être traitée ici dans tous ses détails et sa complexité. Ces brèves considérations visent plutôt à souligner les difficultés que pose l'usage de catégories qui ont été forgées dans des conjonctures précises et dans le cadre de combats particuliers, dont le sens a depuis lors beaucoup varié. Figurer une pensée en mouvement dans des catégories anhistoriques nous en ferait perdre toutes les nuances. C'est pourquoi je propose de clore cet article avec une historicisation de l'usage de la formule « féminisme matérialiste ».

Delphy l'utilise pour la première fois en 1975 dans « Pour un féminisme matérialiste », publié dans la revue *L'Arc* (au sein d'un numéro spécial sur Simone de Beauvoir). Suite à la publication de ce texte, le débat ouvert avec Barrett et McIntosh dans la revue *Feminist Review* va donner à cette expression une certaine visibilité (Barrett, McIntosh 1979 ; Delphy 1980). Le terme apparaît aussi dans le titre de livres, de recueils de textes de Delphy comme *Por un feminismo materialista*, publié en 1982 en Espagne. En 1981, elle parle de « féministes radicales matérialistes » ou de « féministes radicales [revendiquant] une démarche matérialiste » (Delphy 1981) ; Monique Wittig, pour sa part, revendique une « analyse féministe matérialiste » (1980a, 77). À la même époque, Picq (1983, 140) évoque un « féminisme radical matérialiste » pour définir l'approche de la revue *Questions féministes*. En dehors de ces références, ce terme n'était pas alors, en réalité, beaucoup employé

---

<sup>49</sup> Au-delà des polémiques autour du concept de patriarcat, Delphy semble utiliser le concept ici dans un sens plus large pour désigner une forme de domination qui « fait système ».



dans le contexte français. Son usage, quand usage il y avait, renvoyait à la démarche de Delphy<sup>50</sup> elle-même plutôt qu'à celle d'un groupe d'auteurs.

À la fin des années 1970 et dans les années 1980, on s'est plutôt référé à *Questions Féministes* en termes de « féminisme radical ». Les comptes rendus diffusés en France dans les années 1980 présentent les auteures de la revue comme étant à l'origine de ruptures fondatrices sans mentionner l'existence d'un courant, encore moins d'une école ; le « féminisme matérialiste » n'est même pas nommé (cf. Devreux 1985 ; Battagliola et al. 1990 [1986]). Une des premières propositions dans ce sens semble avoir été faite par Danièle Juteau et Nicole Laurin dans la *Revue Canadienne de Sociologie et Anthropologie* en 1988. Elles considèrent que les « bases du féminisme matérialiste » ont été explicitées dans le texte de Delphy « Pour un féminisme matérialiste » (1975) puis ont trouvé leur expression dans la revue *Questions féministes*. Les textes de Bisseret, de Ferchiou, de Guillaumin, Mathieu et Wittig auraient traduit les préoccupations de cette approche (Juteau, Laurin 1988, 188).

Mais c'est dans les années 1990 que l'idée d'un courant matérialiste commence véritablement à prendre corps (Adkins, Leonard 1996 ; Turcotte 1996, Jackson 1996, 1999), les débats des années 1990 et 2000 lui donnant ses bases. À partir de la publication de *Gender Trouble* (Butler 1990) et d'autres travaux féministes identifiés comme « postmodernes », les discussions au sein du féminisme prennent une nouvelle coloration. En France, plusieurs féministes s'insurgent contre ce qu'elles considèrent comme « l'abandon de l'analyse des rapports sociaux concrets » (Mathieu 2014 [1994], 323), autrement dit « les aspects symboliques, discursifs et parodiques du genre sont privilégiés au détriment de la réalité matérielle et historique des oppressions subies par les femmes » (Mathieu 2014 [2000], 29-30). Les textes de Mathieu illustrent bien cette tendance : le terme « matérialisme », qui est absent de sa réflexion dans les années 1970, apparaît dans des textes des années 1990 pour définir la perspective qu'elle adopte. Lors de son allocution pour un doctorat *honoris causa* en juin 1996, elle affirme se réclamer du « féminisme matérialiste » qui part des « rapports de classe entre les sexes ». Le sexisme, affirme-t-elle, n'est pas une question de « mentalités » ou d'« idéologie », il est fondé sur des formes d'« exploitation concrète, matérielle » qui sont « plus tenaces que les mentalités » (Mathieu 2014 [1996], 10).

L'élément clé de cette polarisation n'est pas la question de la « différence sexuelle » mais la « matérialité » de l'oppression. Il y a donc un « retour » de la centralité des débats sur la « matérialité », compris dans un sens différent de celui que cette notion avait au début des années 1970<sup>51</sup>. Depuis quelques années, d'autres auteures, ayant parcouru d'autres chemins théoriques, comme Danièle Kergoat ou Anne-Marie Devreux, se présentent aussi comme « féministes matérialistes » (cf. Kergoat 2012, Devreux 2004). Toutes deux ont en commun d'avoir pris part, dans les années 1980, à une discussion collective dans le cadre d'une série de groupes, colloques et débats<sup>52</sup> où de nouvelles approches s'élaborent conduisant à l'apparition du concept de « rapports sociaux de sexe »<sup>53</sup>.

---

<sup>50</sup> Voir, par exemple, Jackson 1993.

<sup>51</sup> Cela ne va pas non plus dans le même sens que certaines analyses « matérialistes » actuelles anglophones. Voir Möser 2013, 2016.

<sup>52</sup> On peut citer, parmi d'autres, le groupe *ad hoc* « Articulation, système productif et structures familiales » au sein du Congrès Mondial de Sociologie (1982), l'Atelier Production-Reproduction (APRE) et l'unité de recherche du CNRS « Division sociale et sexuelle du travail » qui devient Groupe d'études sur la division sociale et sexuelle du travail (Gedisst) en 1983.

<sup>53</sup> Plusieurs chercheuses ont participé à ces espaces de débat : Françoise Battagliola, Danielle Chabaud, Danièle Combes, Nicole Chantal, Anne-Marie Daune-Richard, Anne-Marie Devreux, Hélène Le Doaré, Michèle Ferrand, Dominique Fougeyrollas, Danièle Kergoat, Helena Hirata, Chantal Rogerat, pour ne citer que quelques noms. Ce dialogue riche entre la sociologie du travail et les théories féministes a produit d'importants apports théoriques qui, toutefois, n'ont pas été

Peu à peu une opposition s'est construite entre une analyse matérialiste de l'oppression d'un côté et, de l'autre, des théories issues du contexte anglo-américain et identifiées au « postmodernisme ». Cette opposition entre féminisme matérialiste et postmodernisme / théorie *queer* va devenir au cours des années 2000 l'un des débats importants au sein des études de genre. Plusieurs auteures ont thématiqué les différences et les affinités entre ces deux approches (Bourcier 2003, Dorlin 2007, Noyé 2014, 2016, Rédaction d'Agone 2010). Les débats sont en cours et constituent un sujet à part entière pour une enquête<sup>54</sup>.

La réflexion féministe en termes de rapports sociaux qui a été élaborée en France à partir des années 1970 s'est dotée de puissants outils de pensée et a « fait école ». Toutefois l'idée qu'il existerait depuis les années 1970 un courant féministe matérialiste, avec la configuration que l'on tend à lui donner aujourd'hui, est dans une large mesure une construction rétrospective, une « mise au présent du passé » pour répondre aux enjeux contemporains du féminisme. Il s'agit d'une stylisation qui est aussi une arme (Topalov 2004, 156), une arme théorique forgée dans un combat politique et théorique actuel. Cette catégorie nous en apprend beaucoup sur les débats qui ont lieu en ce moment au sein du féminisme, mais son historicité doit être rappelée si l'on veut comprendre les enjeux et les débats des années 1970.

## Bibliographie :

ADKINS Lisa, LEONARD Diana, *Sex in question. French materialist feminism*, Londres/Bristol, Taylor & Francis, 1996.

AGONE (rédaction), « Ce que le tournant postmoderne a fait au féminisme », *Agone*, n° 43, 2010, p. 7-23.

ATKINSON Ti-Grace, *Odyssée d'une amazone*, Paris, éditions des Femmes, 1975.

BARD Christine, « Le lesbianisme comme construction politique », in GUBIN Éliane, JACQUES Catherine, et al., *Le Siècle des féminismes*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 2004.

BARRETT Michèle, McINTOSH Mary, « Christine Delphy : Towards a Materialist Feminism ? », *Feminist Review*, n° 1, 1979, p. 95-106.

BATTAGLIOLA Françoise, COMBES Danièle, DAUNE-RICHARD Anne-Marie, DEVREUX Anne-Marie, FERRAND Michèle, LANGEVIN Anette, *A propos des rapports sociaux de sexe. Parcours épistémologiques*, Paris, CSU, 1990 (1ère édition 1986).

BENSTON Margaret, « Pour une économie politique de la libération des femmes », *Partisans*, n° 54-55, 1970, p. 23-31.

BERENI Laure, CHAUVIN Sébastien, JAUNAIT Alexandre, REVILLARD Anne, *Introduction aux études sur le genre*, Bruxelles, De Boeck, 2012.

---

traités dans ce texte centré sur les années 1970.

<sup>54</sup> Voir, à ce propos, la thèse de Sophie Noyé *Féminisme matérialiste et queer Politique(s) d'un constructivisme radical* (2016).



- BISSERET Noëlle, *Les Inégaux ou la sélection universitaire*, Paris, PUF, 1974.
- BISSERET Noëlle, « Un coup de force : la retraite des femmes à 60 ans », *Questions Féministes*, n° 5, 1979, p. 73-106.
- BOURCIER Marie-Hélène, « La fin de la domination masculine. Pouvoir des genres, féminismes et post-féminisme queer », *Multitudes*, n° 12, 2003, p. 69-80.
- CAPITAN-PETER Colette, « Révolutions bourgeoises et idéologie essentialiste », *L'Homme et la Société*, n° 37-38, 1975, p. 171-179.
- CAPITAN-PETER Colette, *Charles Maurras et l'idéologie d'Action française, étude sociologique d'une pensée de droite*, Paris, Seuil, 1972.
- CAPITAN Colette, *La nature à l'ordre du jour : 1789-1793*, Paris, Kimé, 1993.
- CERCLE DIMITRIÈVE, *Brève histoire du MLF. Pour un féminisme autogestionnaire*, Paris, Savelli, 1976.
- CERVILLE Maxime, « Matière à penser. Controverses féministes autour du matérialisme », *Cahiers du genre*, numéro hors-série, 2016, p. 29-52.
- CHAPERON Sylvie, « La radicalisation des mouvements féminins de 1960 à 1970 », *Vingtième Siècle*, n° 48, 1995, p. 61-74.
- CHAPERON Sylvie, *Les Années Beauvoir*, Paris, Fayard, 2000.
- CHOMBART DE LAUWE Paul-Henry, « Groupe d'ethnologie sociale », *Revue française de sociologie*, vol. 4, n° 4, 1963a, p. 445-453.
- CHOMBART DE LAUWE Marie-José, CHOMBART DE LAUWE Paul-Henry, HUGET Michèle, PERROY Elia, BISSERET Noëlle, *La femme dans la société. Son image dans différents milieux sociaux*, Paris, CNRS Éditions, 1963b.
- C. D., « Pour un féminisme matérialiste », *L'Arc*, n° 61, 1975, p. 61-67.
- C.G., « Odile DHAVERNAS, *Droit des femmes, pouvoir des femmes*, Paris, Ed. Du Seuil, 1978c, 398 p. (coll. « Libre à elles ») » [compte-rendu], *Questions Féministes*, n° 4, 1978c, p. 102-103.
- CHRISTINE, « Je ne vois pas pourquoi un mouvement s'arrêterait de grandir », *Les temps des femmes*, n° 12, 1981, p. 18-20.
- CNRS, « Commission de sociologie. Recherches en cours », *Revue française de sociologie*, vol. 4, n° 3, p. 327-329.
- COLLECTIF, « Variations sur des thèmes communs », *Questions Féministes*, n° 1, 1977, p. 3-19.
- COULSON Margaret, MAGAS Branka, WAINWRIGHT Hilary, « La femme au foyer et son travail dans le système capitaliste », *Critique communiste*, n° 4, 1975 / 1976, p. 43-57.
- CURIEL Ochy, FALQUET Jules, « Introduction », in CURIEL Ochy, FALQUET Jules (dir.), *El Patriarcado desnudo*, Buenos Aires, Brecha Lésbica, 2005, p. 1-18.
- DAUNE-RICHARD Anne-Marie, DEVREUX Anne-Marie, « Rappports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique », *Recherches féministes*, vol. 5, n° 2, 1992, p. 7-30.

- DELPHY Christine, « Proto-féminisme et anti-féminisme », *Les Temps Modernes*, n° 346, 1975, p. 1469-1500.
- DELPHY Christine, LÉGER Danièle, « Débat : capitalisme, patriarcat et lutte des femmes », *Revue Premier Mai*, n° 2, 1976, p. 37-43.
- DELPHY Christine, « A materialist feminism is possible », *Feminist Review*, n° 4, 1980, p. 79-105.
- DELPHY Christine. « Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles », *Nouvelles Questions féministes*, n° 2, 1981, p. 58-74.
- DELPHY Christine, *Por un feminismo materialista*, Barcelona, La Sal, 1982.
- DELPHY Christine, « Questions Féministes/Nouvelles Questions Féministes, 1977-1985 ». *Women's Review of Books*, vol.3, n° 6, 1986.
- DELPHY Christine, « Fonder en théorie qu'il n'y a pas de hiérarchie des dominations et des luttes. Entretien avec Christine Delphy » (réalisé par GIRAUD Véronique, JAMI Irène, SINTOMER Yves), *Mouvements*, n° 35, 2004, p. 119-131.
- DELPHY Christine, « Féminisme et marxisme », in MARUANI Margaret (dir.), *Femmes, genre et sociétés, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2005, p. 32-37.
- DELPHY Christine, « Avant-propos », *L'ennemi principal 1*, Paris, Syllepse, 2009.
- DELPHY Christine, « Trente ans de *Nouvelles Questions Féministes* », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 30, n° 2, 2011, p. 4-22.
- DELPHY Christine, *Pour une théorie générale de l'exploitation. Des différentes formes d'extorsion de travail aujourd'hui*, Paris, Syllepse, 2015.
- DEVREUX Anne-Marie, « De la condition féminine aux rapports sociaux de sexes : repères pour une évolution de la définition sociologique des catégories de sexe », *BIEF*, n° 16, 1985, p. 13-23.
- DEVREUX Anne-Marie, *Les propriétés formelles des rapports sociaux de sexe*, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Université Paris 8, 2004.
- DOCUMENTS, « Résumé du texte des hollandaises féministes-socialistes », *Questions féministes* n° 2, 1978, p. 92-94.
- DORLIN Elsa, « Le Queer est un matérialisme », in COLLECTIF, *Femmes, genre, féminisme*, Paris, Syllepse, 2007, p. 47-58.
- DUPONT Christine, « L'ennemi principal », *Partisans*, n° 54-55, 1970, p. 157-172.
- EDITORS OF *Questions feminists*, « Variations on some common themes », *Feminist Issues*, vol. 1, n° 1, 1980, p. 3-21.
- FELDMAN Jacqueline, « Du FMA au MLF. Un témoignage sur les débuts du mouvement de libération des femmes », *Clio*, n° 29, 2009, p.193-203.
- FEMINIST REVIEW, « Feminist review », *Feminist review*, n° 1, 1979.
- FIRESTONE Shulamith, *La Dialectique du sexe : le dossier de la révolution féministe*, Paris, Stock, 1972.

- FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL Dominique. « Controverses et anathèmes au sein du féminisme français des années 1970 », *Cahiers du genre*, n° 39, 2005, p. 13-26.
- FOUQUE Antoinette, CHANEL Josiane, MARCHINI Marie-Catherine *et al.*, *Génération MLF. 1968-2008*, Paris, Des Femmes, 2008.
- GARDINER Jean, « Women's Domestic Labour », *New Left Review*, n° 89, 1975, p. 47-71.
- GUILLAUMIN Colette, « Aspects latents du racisme chez Gobineau », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 42, 1967, p. 145-158
- GUILLAUMIN Colette, *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Paris, Gallimard, 2002 (1<sup>ère</sup> édition 1972).
- GUILLAUMIN Colette, « Sciences sociales et biologie », *Bulletin du CERPP*, n° 1, 1975, p. 3-10.
- GUILLAUMIN Colette, « Pratique du pouvoir et idée de Nature. L'appropriation des femmes », *Questions féministes*, n° 2, 1978a, p. 5-30.
- GUILLAUMIN Colette, « Pratique du pouvoir et idée de Nature (2) Le discours de la Nature », *Questions féministes*, n° 3, 1978b, p. 5-28.
- GUILLAUMIN Colette, « Sexes : nous avons dit classes... » (entretien), *Partis pris* n° 8, 1979, p. 9-15.
- GUILLAUMIN Colette, « Nature et histoire. A propos d'un 'matérialisme' », in POLIAKOV Léon, *Le Racisme, mythes et sciences*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1981, p. 51-58.
- GUILLAUMIN Colette, *Sexe, race et pratique du pouvoir*, Paris, Côté-femmes, 1992.
- GUILLAUMIN Colette, « Margaret Benston's 'Political Economy of Women's Liberation'. International Impact », *Canadian Woman Studies*. vol.13, n° 2, 1993, p. 31-35.
- JACKSON Stevi, « The world and his wife », *Trouble & Strife*, n° 27, 1993, p. 38-44.
- JACKSON Stevi, *Christine Delphy*, Londres, Sage, 1996a.
- JACKSON Stevi, « Récents débats sur l'hétérosexualité : une approche féministe », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 17, n° 3, 1996b, p. 5-26.
- JACKSON Stevi, « Théoriser le genre : l'héritage de Beauvoir », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 20, n° 4, 1999, p. 9-28.
- JENNY Jacques, « Rapports sociaux de sexe et autres rapports de dominance sociale : pour une intégration conceptuelle des rapports sociaux fondamentaux », *Cahiers du GEDISST*, n° 13, 1995, p. 109-130.
- JUTEAU Danielle, LAURIN Nicole, « L'évolution des formes de l'appropriation des femmes : des religieuses aux 'mères porteuses' », *Revue canadienne de Sociologie et d'Anthropologie*, n° 25, vol. 2, 1988, p. 183-207.
- KANDEL Liliane, « Des journaux et des femmes », *Pénélope*, n° 1, 1979, p. 44-71.
- KANDEL Liliane, « Un tournant institutionnel : le colloque de Toulouse », *Les cahiers du CEDREF*, n° 10, 2001, p. 81-101.
- KALUZYNSKA Eva, « Wiping the Floor with Theory - a survey of writings on housework », *Feminist review*, n° 6, 1980, p. 27-54.

- KERGOAT Danièle, *Se battre, disent-elles*, Paris, La dispute, 2012.
- KUHN Anette, WOLPE Anne Marie (dir.), *Feminism and materialism*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1978.
- LAGRAVE Rose-Marie, « Recherches féministes ou recherches sur les femmes ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, p. 27-39.
- LAROCHE Martine, LARROUY Michèle, Le collectif des Archives Recherches cultures lesbiennes, *Mouvement de presse des années 1970 à nos jours, luttes féministes et lesbiennes*, Paris, éditions ARCL, 2011.
- LEMERLE Sébastien, *Le Singe, le gène et le neurone. Du retour du biologisme en France*, Paris, PUF, 2014.
- LÉPINARD Éléonore, « Malaise dans le concept. Différence, identité et théorie féministe », *Cahiers du genre*, n° 39, 2005, p. 107-135.
- LESSEPS Emmanuèle de, HENNEQUIN Claude, « Trois ans de MLF », *Actuel*, n° 25, 1972, p. 6-7
- LESSELIER Claudie, « Les regroupements de lesbiennes dans le mouvement féministe parisien : positions et problèmes 1970-1982 », in GEF, *Crises de la société, féminisme et changement*, Paris, Éditions Tierce, 1991, p. 87-103.
- MATHIEU Nicole-Claude, « Notes pour une définition sociologique des catégories de sexe », *Épistémologie sociologique*, n° 11, 1971, 19-39.
- MATHIEU Nicole-Claude, « Homme-culture et femme-nature ? », *L'Homme*, vol. 13, n° 3, 1973, p. 101-113.
- MATHIEU Nicole-Claude, « Paternité biologique, maternité sociale », in MICHEL Andrée (dir.), *Femmes, sexisme et sociétés*, Paris, PUF, 1977, p. 39-48.
- MATHIEU Nicole-Claude, « Dérive du genre/stabilité des sexes », in MATHIEU Nicole-Claude, *L'anatomie politique 2*, Paris, La Dispute, 2014 [1<sup>ère</sup> édition 1994], p. 321-336.
- MATHIEU Nicole-Claude, « Sexe et genre », in MATHIEU Nicole-Claude, *L'anatomie politique 2*, Paris, La Dispute, 2014 [1<sup>ère</sup> édition 2000] p. 23-31.
- MATHIEU Nicole-Claude, « Prologue. Allocution pour un doctorat *honoris cause* », in MATHIEU Nicole-Claude, *L'anatomie politique 2*, Paris, La Dispute, 2014, [présenté en 1996], p. 9-11.
- MICHEL Andrée, *Famille, industrialisation, logement*, Paris, CNRS Éditions, 1959.
- MICHEL Andrée, TEXIER Geneviève, *La Condition de la Française d'aujourd'hui*, Paris, Gonthier, 1964.
- MOLYNEUX Maxine, « Beyond the Domestic Labour Debate », *New Left Review*, n° 116, 1979, p. 3-27.
- MÖSER Cornelia, *Féminismes en traductions. Théories voyageuses et traductions culturelles*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2013.
- MÖSER Cornelia, « Néo-matérialisme. Um nouveau courant féministe ? », in CERVILLE Maxime, QUEMENER Nelly, VOROS, Florian (dir.), *Matérialismes, culture & communication*, Tome 2, Paris, Presses des Mines, 2016, p. 227-244.
- MSH Information. « Catégories de sexe et catégories de classe », *M.S.H Information. Bulletin de la Fondation Maison des Sciences de L'homme*, n.13, juin 1976, p. 18-19.



- NOUVELLES QUESTIONS FEMINISTES, « Éditorial », *Nouvelles Questions Féministes* n° 1, mars 1981, p. 3-14.
- NOYÉ Sophie, « Pour un féminisme matérialiste et queer », *Contretemps*, mis en ligne en 2014, consulté le 20 janvier 2017, URL : <http://www.contretemps.eu/interventions/f%C3%A9minismemat%C3%A9rialiste-queer>
- NOYÉ Sophie, *Féminisme matérialiste et queer Politique(s) d'un constructivisme radical*, thèse de doctorat en science politique, Paris, Institut d'Études Politiques de Paris, 2016.
- PAVARD Bibia, *Les Éditions des femmes. Histoire des premières années, 1972-1979*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- PFEFFERKORN Roland, *Inégalités et rapports sociaux*, Paris, La Dispute, 2007.
- PFEFFERKORN Roland, *Genre et rapports sociaux de sexe*, Lausanne, Éditions page deux, 2012.
- PICQ Françoise, *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, Brest, Éditions dialogues, 2011.
- PICQ Françoise, « Féminisme, matérialisme, radicalisme », *La revue d'en face*, n° 13, 1983, p. 38-57.
- PISAN Annie de, TRISTAN Anne, *Histoires du MLF*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.
- QUELQUES MILITANTES, « Présentations », *Partisans*, n° 54-55, 1970a, p. 3-8.
- QUELQUES MILITANTES, « L'interdiction de l'avortement : exploitation économique », *Partisans*, n° 54-55, 1970b, p. 117-119.
- ROLLE Christiane, ZAGNOLI Nello, « Partisans. Libération des femmes 1970 » [compte-rendu], *L'homme et la société*, vol. 19, n° 1, 1971, p. 218-221.
- ROTHENBURG Marcia, STEPHENSON Margaret, WITTIG Gille, WITTIG Monique, « Combat pour la libération de la femme », in : COLLECTIF, *mlf//textes premiers*, Paris, Stock, 2009. [1<sup>ère</sup> édition dans *L'idiot international*, n° 6, 1970]
- SECCOMBE Wally, « The Housewife and her Labour under Capitalism », *New Left Review*, n° 83, 1974, p. 3-24.
- SHAKTINI Namascar, « Je me souviens du début de mon amitié avec Monique Wittig (1935-2003) », [En ligne], consulté le 23 janvier 2017, URL : <http://www.moniquewittig.com/events/hommage.pdf>
- SKORNICKI Arnault, TOURNADRE Jérôme, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015.
- SULLEROT Evelyne (dir.), *Le Fait féminin*, Paris, Fayard, 1978.
- TOPALOV Christian, « Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines. Le cas de l'école de Chicago' en sociologie », in HEILBRON Johan *et al.*, *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard, 2004, p. 127-157.
- TURCOTTE Louise, « Queer theory, transgression and/or regression ? », *Canadian Woman Studies/Les cahiers de la femme*, vol. 16, n° 2, 1996, p. 118-121.
- TRAT Josette. (org.), *Cahiers du féminisme. Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes (1977-1998)*, Paris, Syllepse, 2011.

WITTIG Monique, « La pensée straight », *Questions Féministes*, n° 7, 1980a, p. 45-53.

WITTIG Monique « On ne naît pas femme », *Questions Féministes*, n° 8, 1980b, p.75-84.

WITTIG Monique, « Les questions féministes ne sont pas des questions lesbiennes », *Amazones d'hier, lesbiennes d'aujourd'hui*, vol. 2, n° 1, 1983, p. 10-14.

WITTIG Monique, « Monique Wittig raconte... », *Prochoix*, n° 46, 2008 [entretien réalisé à la fin des années 1970 par Josy Thibaut], p. 63-76.

WITTIG, Monique, *La Pensée straight*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007 (1<sup>ère</sup> édition française 2001).

ZANCARINI-FOURNEL Michelle, « Genre et politique : les années 1968 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 3, n° 75, 2002, p. 133-143.

## Sources

DELPHY Christine, « La revue *Nouvelles Questions féministes* » (ronéotypé), s.d. Dossier par auteur, Archives Recherches Cultures lesbiennes.

« Féministes révolutionnaires », *Le torchon brûle*, n.5, s.d., p. 8-10.

PETROLEUSES, sans titre, *Pétroleuses*, n° 0, s.d., p. 2.

Documents MSH (sur le Groupe de travail franco-britannique). Paris, le 2 juin 1975. Archives de la Bibliothèque de la Maison des Sciences de l'homme, Paris.

## Fonds d'archives

Fonds Anne Zelensky. Paris, Bibliothèque Marguerite Durand.

Recueils Bibliothèque National de France.

Archives de la Bibliothèque de la Maison des Sciences de l'homme, Paris, MSH.

Archives Recherches Cultures lesbiennes.

## Résumés

Le « féminisme matérialiste » constitue un des courants théoriques majeurs de la pensée féministe en France. Les concepts de *classe des femmes*, *sexage*, *patriarcat* ainsi que les noms de Christine Delphy, Colette Guillaumin, Nicole-Claude Mathieu, Monique Wittig et Paola Tabet sont le plus souvent associés à ce courant. Cet article propose de replacer ce dernier dans son contexte socio-historique et théorique d'origine en se concentrant sur un moment précis et particulièrement riche pour le féminisme : les années 1970. L'objectif est de fournir des éléments permettant de comprendre le cadre historique et théorique dans lequel ces analyses ont émergé et évolué, les débats qui se sont développés en son sein et hors de lui, ainsi que ses reformulations ultérieures. Il s'agit aussi d'interroger les fondements de la construction de ce que l'on tend aujourd'hui à



décrire comme une tradition de pensée, voire une école. Comment s'est faite, et sur quelle base, la rencontre de personnes ayant des « préoccupations » communes et un lexique partagé ? En opposition à quelles approches, ces auteures se sont-elles rassemblées ? On cherche dans cet article à mettre en exergue l'historicité du contenu théorique du « féminisme matérialiste » ainsi que certains enjeux de sa labellisation contemporaine.

*“Materialist Feminism” is one of the major theoretical currents of feminist thought in France. Concepts of women's class, sexage, patriarchy and names of Christine Delphy, Colette Guillaumin, Nicole-Claude Mathieu, Monique Wittig and Paola Tabet are frequently associated with this current. This article proposes to place Materialist Feminism in its original socio-historical and theoretical context, focusing on a specific and particularly rich moment for feminism: the seventies. The aim is to provide insights into the historical and theoretical framework within which the Materialist Feminism has emerged and evolved, to understand the debates that have developed within and outside of it, and its subsequent reformulations. It is also a matter of questioning the construction basis of what is nowadays considered a tradition of thought, or even a school. How, and on what basis, was the meeting of people with common "concerns" and a shared lexicon? Opposing to what approaches have these authors assembled? In this article, we seek to bring out the historicity of the theoretical content of "materialist feminism" as well as certain issues of labelling.*

## Mots clés

théories féministes, mouvement féministe, féminisme matérialiste, marxisme, gauche

*feminist theories, feminist movement, materialist feminism, marxism, left*

## À propos de l'auteure

Maira Abreu est doctorante en sociologie à l'Université Paris 8 (Labtop). Sa thèse porte sur le féminisme matérialiste en France sous la direction d'Elsa Dorlin. Elle a publié notamment *Feminismo no exílio : o Círculo de Mulheres Brasileiras em Paris e o Grupo Latino-Americano de Mulheres em Paris* [Féminisme en exil : le Cercle des Femmes Brésiliennes à Paris et le Groupe Latino-Américain de Femmes à Paris~], São Paulo, Alameda, 2016.

## Pour citer cet article

ABREU Maira, « De quelle histoire le 'féminisme matérialiste' (français) est-il le nom ? », *Comment S'en Sortir ?*, n° 4, printemps 2017, p. 55-79.

